%

Angles d'Attac

**a**ssociation pour une
**t**axation des
**t**ransactions financières pour l'
**a**ide aux
**c**itoyens et citoyennes.
Bulletin d'information en français d'Attac Suisse, Rue des Savoises 15, 1205 Genève - www.suisse.attac.org
**Numéro 30 - MAI 2006**

# >>> Edito: Mobilisations populaires >>>

Le Forum social européen, qui aura lieu début mai, rassemblera les militant-e-s d'Europe et de Méditerranée autour de l'idée improbable, et pourtant possible d'un autre monde. Ou plutôt d'autres mondes, d'autres mondes que des citoyen-ne-s qui pensent qu'elles et ils ont le droit de s'impliquer dans le fonctionnement de leurs sociétés contribuent à construire.

La réappropriation des sociétés passe en Suisse par le lancement de référendums d'inspiration réellement populaire. Ce qui est le cas des référendums contre les lois sur l'asile et les étrangers qui ont abouti il y a quelques semaines. Il n'y a eu que peu de mobilisations des gros appareils pour ces référendums. Cette réappropriation passe aussi par la grève et les manifestations, comme on l'a vu à Reconvillier puis à Berne contre la fermeture de *La Boillat*. Mobilisations historiques pour le pays de la « Paix du travail »...

C'est en ce sens qu'attac suisse demandait à l'ensemble de ses membres le mois dernier quel type de campagne ils et elles voient pour la période à venir. En effet si l'Assemblée générale et la coordination nationale ont décidé que la fiscalité serait au centre des activités d'attac suisse, et en particulier la fiscalité en tant que moyen de financement des services publics, la traduction concrète de cette campagne est laissée au choix des militant-e-s et sympathisant-e-s, puisque c'est elles et eux, donc vous, qui la mènerez concrètement. Pensez à répondre à ce sondage (cf page 5 et Angles d'ATTAC du mois dernier).

Vous retrouverez aussi au fil de ce numéro l'actualité des forums sociaux, ainsi que des négociations à l'OMC, qui, si elles ne rencontrent pas le succès escompté par leurs partisans, ne sont néanmoins pas du tout au point mort. Là encore, la mobilisation et la vigilance s'imposent, ensemble !

Bonne lecture,

Votre comité de rédaction

## >>>SOMMAIRE>>>



JAB 2500 BIENNE 4
Retours à attac,
case 4314, 2500 Bienne 4



# >Agenda national>

**29 AVRIL, LAUSANNE :**

Commission Service public/Fiscalité
13h: Coordination nationale

**3 JUIN 10H, LIEU À DÉFINIR :**

Commission *Multinationales* et Coordination nationale

**10 JUIN 14H, BIENNE :**

Commission féministe

**17 JUIN 14H, BERNE :**

Manifestation nationale **La Suisse c'est nous!**

# >International>

**4-7 MAI, ATHÈNES :**

**Forum Social Européen**
Programme et inscription : http://athens.fse-esf.org

**10-13 MAI, VIENNE, AUTRICHE :**

**Enlazando Alternativas 2** Un Sommet alternatif Europe - Amérique latine - Caraïbes

**26 AU 28 MAI, GENÈVE :**

Conférence internationale **Pour une paix juste en Palestine et en Israël : Application du droit international**
Plus d'info http://www.urgencepalestine.ch/Agenda/

# >Vaud>

**2 MAI, 20H :**

Rencontre mensuelle, Pôle Sud (Av JJ Mercier 3), Lausanne Discussion sur la campagne sur la fiscalité engagée par attac suisse. Ouverte à tou-te-s !

**9 MAI, 20H :**

Buffet de la gare, Lausanne
**Marchandisation de la culture : le livre, un bel exemple,** avec **Yvette Jaggi** (Professeure à l'Université de Lausanne, ancienne présidente de Pro Helvetia) et **Jean Richard** (Responsable des Editions d'en bas).

**30 MAI, 20H :**

Lausanne, lieu à préciser
Conférence sur **les multinationales en Amérique latine**, avec Ariane Grau Crespo, Coordinatrice de Área de Incidencia Política, Asociación Servicios de Promoción Laboral (ASEPROLA), au Costa Rica.

**6 JUIN, 20H :**

Rencontre mensuelle. Présentation des activités d'attac en cours, en particulier pour les nouveaux/nouvelles membres.

**4 JUILLET, 20H :**

Rencontre mensuelle. Discussion sur les multinationales et le marché de l'eau.

Les Rencontres mensuelles ont lieu le 1er mardi du mois et sont ouvertes à tou-te-s.

# >>> Face à l'AGCS >>>

**Convention internationale des collectivités locales pour la promotion des services publics, Genève, 28-29 octobre**

Depuis ses premières réflexions, ATTAC a adopté la devise « penser global, agir local ». La pensée globale est présente dans toutes les interventions de l'association, mais ces dernières années des voix se sont élevées pour exiger des actions plus concrètes, plus ancrées dans les politiques véritablement locales. C'est dans cet esprit, qu'en Suisse, la campagne pour les communes « hors-AGCS » fut un succès. Cette campagne n'est d'ailleurs pas terminée car nous sommes encore souvent sollicité-e-s par l'une ou l'autre des communes pour contribuer au débat sur ce sujet. Au delà du but premier : aider les communes à se positionner face à cet accord sur le commerce des services à l'OMC (AGCS), la campagne a permis de faire des liens entre ATTAC et les communes et par elles avec les partis politiques au niveau de leur base militante.

Parallèlement à cette campagne, la France et l'Europe ont organisé la résistance à l'AGCS à travers des Etats Généraux des Collectivités Publiques à Bobigny (région parisienne), en octobre 2004 et une Convention des Collectivités Locales à Liège en octobre 2005. Le mot d'ordre est maintenant l'élargissement. Le week-end des 28 et 29 octobre aura lieu à Genève la « Convention Internationale des Collectivités Locales, pour la promotion des services publics, face à l'AGCS ». Cet élargissement doit être compris autant comme celui de la France à l'Europe et au Monde, mais aussi élargissement de l'AGCS aux diverses directives européennes (comme la directive Bolkestein), décrets et modifications législatives nationales concernant les services. C'est également celui des communes aux cantons (l'AGCS sera discuté prochainement au niveau du canton de Vaud) et enfin des militant-e-s altermondialistes aux syndicats nationaux et internationaux. Les villes et communes présentes au lancement de la Convention de Genève insistent pour aborder les problématiques quotidiennes et concrètes de leurs municipalités.

Plusieurs interventions d'ATTAC-Suisse, en lien avec notre campagne principale, la fiscalité, ont été prévues à cette Convention de Genève. Le lien entre fiscalité et financement des services publics étant évident.

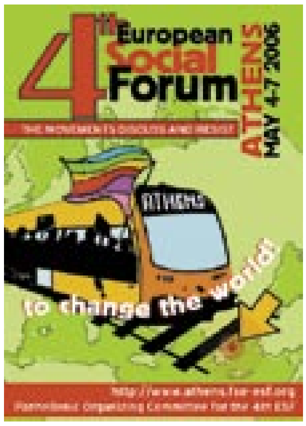
Nous vous invitons à consulter le site Internet de la Convention qui devrait être mis en service tout prochainement à l'adresse : http://www.agcs-gats.org.
Un appel à cette convention y figure et n'attend que vos inscriptions pour faire exister l'événement dans toute sa richesse de contributions : soit par des propositions d'interventions, soit pour la préparation de l'événement, soit simplement pour y participer en octobre.

Pour plus d'infos on peut aussi écrire à : agcs-gats@ras.eu.org

**A nos lecteurs et lectrices vaudois-es**

Certain-e-s d'entre vous l'auront sans doute remarqué : depuis février, l'ensemble des personnes le reçoivent sur papier, même celles qui avaient précisé qu'elles ne voulaient recevoir que des emails. Nous avons en effet remarqué que le taux de lecture des articles est quasi nul chez les personnes qui ne le recevaient qu'électroniquement. Si dorénavant vous ne voulez recevoir nos envois que par mail, il suffit de nous le dire par un petit courrier postal ou électronique.

# >>> 4ème Forum Social Européen, Athènes >>>




### Attac Suisse au Forum social européen : Les effets du "libre commerce" sur la mise en concurrence des salarié-e-s et la destruction des emplois

**Objectifs du séminaire :**

Ouvrir le débat entre les mouvements anti-OMC, le mouvement syndical et les organisations de défense des migrant-e-s sur les thèmes suivants :

• la multiplication des traités de libre-échange, leurs effets sur la déstructuration des économies des pays dépendants et donc sur l'augmentation exponentielle du chômage et des migrations forcées ;
• la production d'une masse internationale de travailleur-euse-s flottant-e-s, qui font à leur tour pression sur les salaires et les modes de protection sociale des travailleur-euse-s nationaux/ales ;
• le rôle des traités de libre-échange pour forcer la libéralisation interne dans les pays du Nord (ex. le lien entre OMC et la directive Bolkestein) ;
• la migration des intellectuel-le-s et des professionnel-le-s des pays du Sud vers les pays du centre, à travers notamment le mode 4 de l'AGCS, qui a, pour le capitalisme, le double avantage de fournir aux pays du Nord des professionnel-le-s déjà formé-e-s et de priver les pays du Sud de toute perspective de développement autonome.

**Orateurs prévus :**

• **Andrea Baranes** (Tradewatch Italie) sur la destruction de l'emploi à travers des traités de libre-échange : L'exemple de l'accord sur le textile ;
• **Rafael Alegria** (Via Campesina, Amérique centrale) sur la destruction de l'emploi à travers des traités de libre-échange : L'exemple de l'accord sur l'agriculture à l'OMC ;
• **Raoul-Marc Jennar** (Urfig, Belgique) sur le rôle de l'OMC dans la constitution de la mise en concurrence globale des salariés ;
• **Antoine Math** (GISTI, France) sur la libéralisation interne et externe du commerce et du travail en UE ;
• **André Fadda** (CGT, France) et **Paolo Nerozzi** (CGIL, Italie) sur le travail syndical dans le cadre du régime commercial et migratoire actuel.
• **Alessandro Pelizzari** (attac suisse) et **Alexandra Strickner** (IATP) : Modérateurs.

*Organisation : Seattle To Brussels (un réseau de 70 organisations anti-OMC, dont attac suisse) ; CGIL ; attac France ; Espaces Marx.*

Site du Forum :
http://athens.fse-esf.org/

# >>>Forum Social Mondial 2006, 3ème étape réussie >>>

Le Forum était prévu en trois étapes, nous avons longuement rendu compte des deux premières de Caracas et Bamako, la 3ème à Karachi, au Pakistan, avait dû être repoussée pour cause de tremblement de terre... Beaucoup doutaient de la possibilité même de sa tenue dans le Nord du pays, au Cachemire, compte tenu des conditions humaines, logistiques et politiques extrêmement difficiles. Pourtant, avec 30 à 40 000 personnes, dont 10 à 15% venaient du sous-continent Indien, et environ 2000 d'une centaine d'autres pays, on peut dire que la réussite a été au-delà des espérances.

En plus des thèmes abordés habituellement durant les forums sociaux (dette, OMC, patriarcat, situation des femmes, pauvreté...), qui se sont déclinés sous la forme de près de 600 activités différentes, on relèvera plusieurs moments marquants :
• A l'invitation de mouvements sociaux et citoyens de la région, de nombreux dirigeants des factions en guerre au Cachemire se sont réunis pour parler publiquement de la paix, pour la première fois.
• Une plateforme régionale des mouvements dalits (intouchables) du Pakistan, d'Inde, du Bangladesh, du Népal et du Sri-Lanka s'est formée.

Avec la création en parallèle du Forum Social Maghrébin, l'apparition inattendue d'un forum à Bangkok en octobre prochain et l'émergence du mouvement social africain avec Bamako, on peut dire que le mouvement social mondial continue à prendre de l'ampleur. Une ampleur qui ne va pas sans poser toujours plus de difficultés d'organisation et de traduction concrète, puisque la question éternellement posée et reposée reste toujours la même : le mouvement a-t-il des victoires ? Et, si oui, quelles en seront leurs conséquences ? Si la réponse ne s'impose pas immédiatement, en tout cas, le débat continue avec toujours plus de vigueur.

*Adaptation et résumé du texte de Gustave Massiah (président du Crid et vice-président d'Attac France), dans Politis n°896 du 6 avril 2006*

# Je souhaite devenir membre d'attac!

○ Notre organisation souhaite devenir membre d'attac, envoyez-nous le matériel d'adhésion du groupe local le plus proche.
○ Je souhaite devenir membre d'attac, envoyez-moi le matériel d'adhésion du groupe local le plus proche.

Nom: ______________________________

Adresse: ______________________________

______________________________

E-mail: ______________________________

Lieu, date, signature

______________________________

A retourner sous enveloppe à l'adresse suivante:
attac suisse / Rue des Savoises 15 / 1205 Genève

# >>>AGENDA>>>

## >Genève>

**27 AVRIL, 20H**

Université ouvrière de Genève (place des Grottes 3) : **Une Amérique latine qui change ?**
Conférence-débat avec **Maurice Lemoine,** en vue de la rencontre sociale Europe-Amérique latine de Vienne du 10 au 14 mai. Organisation : attac Genève et Communauté genevoise d'action syndicale.

**8 MAI, 19H**

Café Alegre (Maison des Associations)
Café citoyen sur le thème **OGM... parlons-en**.

**13-20 MAI**

Maison des Associations : **attac fait son cinéma**. Semaine de films altermondialistes.

**15 MAI**

Manifestation contre les accords de l'OMC. Voire page 7

**16 MAI**

Soirée conférence avec deux syndicalistes latino-américains de retour du sommet de Vienne. Lieu à définir.

## >Fribourg>

**cycle de formation, Initiation au Capital (2ème séance):**

**21 AVRIL, 20H**

Centre Fries, Fribourg
discussion sur le 1er et début DU 2ème chapitre du texte: le Capital (A. Gisler) téléchargeable sur
www.local. attac.org/fribourg, rubrique: groupes de travail / groupe formation /information
info et inscription: andrea@attac.org

**8 MAI 19H**

Buffet de la gare, rencontre mensuelle

## >Bienne>

*Attention, changements de date*

**LUNDI 8 MAI, 20H**

Restaurant Eintracht, rue du Marché Neuf 52. Un orateur nous présentera la situation actuelle en Amérique latine et les luttes contre la mondialisation néo-libérale qui s'y déroulent. Comme d'habitude, cette présentation sera suivie d'un débat.

**LUNDI 12 JUIN, 20H**

Restaurant Eintracht, rue du Marché Neuf 52.
Discussion sur les menaces de privatisation des services publics, entre autres de Swisscom.

# >>> Une initiative neuchâteloise pour redistribuer les richesses >>>

Le canton de Neuchâtel est dans une situation financière difficile, due avant tout à des cadeaux fiscaux faits par la droite depuis plusieurs années. La gauche, ayant hérité d'un trou financier important, fait maintenant le travail de la droite - et donc une politique de droite - dans le cadre du budget 2006 en coupant dans toutes les subventions sociales, la culture, l'école obligatoire, les salaires... Tout y passe. C'est une curée budgétaire mémorable dans les annales neuchâteloises.

Cette situation politique difficile et brouillée (le Parti socialiste et la droite, au gouvernement puis au Grand Conseil, ont imposé des coupes raides et antisociales dans les secteurs les plus sensibles socialement) a poussé un rassemblement des syndicats et d'une partie de la gauche à se mobiliser.

En 2004, une motion populaire du Syndicat des Services Publics de la région neuchâteloise (SSP-RN) pour imposer les fortunes au-dessus du million imposable, a été refusée par le Grand Conseil.

L'Union syndicale cantonale (USCN), poussée par le SSP a réuni une large coalition de gauche (sans le parti socialiste) -dont attac-NE- pour lancer une initiative fiscale sur les fortunes de plus d'un million. L'idée est simple : récolter 50 millions chaque année pendant quatre ans.

Pour atteindre cet objectif de 50 millions, nous proposons de prélever un impôt extraordinaire de 0,1 à 0,9% pour les fortunes entre un et deux millions, puis d'imposer à 1% les fortunes supérieures à deux millions. Cette initiative se veut comme une redistribution des richesses vers les plus pauvres de notre canton, et vers les salarié-e-s de l'Etat qui sont parmi les plus mal lotis des cantons suisses.

Comme le gouvernement de gauche, sans aucune négociation, a imposé à tous les partenaires sociaux une diminution des salaires et une dégradation des conditions de travail, l'idée est de renflouer les caisses de l'Etat en imposant les réparations aux autorités neuchâteloises... Vus les dégâts causés par leurs coupes budgétaires.

Les dégradations des conditions de travail impliquent le non remplacement pendant plusieurs mois d'employé-e-s démissionnaires et la suppression de plusieurs centaines de postes de travail dans l'administration pour les années à venir.

Nous espérons que cette initiative pour un impôt extraordinaire sur les fortunes au-dessus d'un million mobilisera largement toutes les forces citoyennes qui souhaitent une vraie répartition des richesses.

ATTAC-NE

**PERSONNE N'AIME PAYER SES IMPÔTS...
SURTOUT SI L'ETAT EST INJUSTE DANS SON
APPLICATION DES TAXATIONS FISCALES**

# >>> Aboutissement des référendums contre les lois anti-immigration >>>




Le 6 avril dernier, au-delà de toute attente, nous avons remis à la chancellerie fédérale à Berne plus de 120'000 paraphes de Suisses et de Suissesses opposé-e-s à la loi sur l'asile (LAsi) et 75'000 contre celle sur les étrangers (LEtr), soit en moyenne le double requis pour partir au référendum. Nous entrons donc dans une longue campagne, **jusqu'au 24 septembre prochain** date à laquelle le peuple se prononcera. Le défi est d'autant plus grand que ce scrutin suit une période de relâche politique, et qu'en décembre prochain auront lieu les votations fédérales.

Attac s'est engagée dans cette campagne et portera le débat sur une des principales causes des déplacements de population, à savoir les ravages de la mondialisation néolibérale. En effet, le commerce des multinationales dans les pays du sud est régi directement par les diktats de l'occident, via l'OMC, la Banque Mondiale ou encore le Fond Monétaire International (FMI). Ceux-ci n'hésitent pas à protéger, voire à mettre en place des gouvernements peu soucieux des droits humains, servant les intérêts des pays du nord. La Suisse dans tout ça ? Il suffit de voir l'agressivité du Seco (Secrétariat à l'économie) contre les pays du sud dans ses négociations à l'OMC, ou les scandales ressurgis ces derniers temps sur les liens plus qu'étroits entre les milieux de la finance et certains gouvernements douteux, sous l'oeil bienveillant du conseil fédéral.

Le thème des migrations sera en outre un des sujets de l'Université d'été d'attac suisse, qui se déroulera cette année à Bienne du 1er au 3 septembre.

Un large mouvement d'organisations, de syndicats et d'églises se sont unis pour la première fois à un niveau national, dans le but de mener ce débat plus largement, au-delà des référendums et de leurs résultats, afin de redéfinir à moyen terme la politique d'immigration en Suisse et en Europe. Merci à toutes celles et ceux qui ont participé de près ou de loin à la récolte de signatures. Nous espérons maintenant voir autant d'entrain pour la campagne...

# >>> Boillat: la lutte continue >>>

Voilà déjà deux mois que la grève des ouvriers de la Boillat a pris fin. Même si on n'en parle plus beaucoup dans les journaux, le conflit n'est pas terminé pour autant.

• D'une part la direction Swissmetal continue sa stratégie de démantèlement du site de Reconvilier, comme le montre par exemple son nouvel organigramme dans lequel aucun représentant de Reconvilier n'apparaît. Tout laisse penser que Hellweg et autres visent la fermeture de l'usine dans un délai qui reste à déterminer.

• D'autre part, la résistance se poursuit, même si la médiation dirigée par Rolf Bloch place le personnel et les syndicats en position d'attente, sans qu'apparaisse de développements positifs notables. Le succès de la manifestation nationale du 8 avril montre que la capacité de mobilisation populaire reste importante. Mais à côté de cela, il est intéressant d'observer les nombreuses activités, certes moins médiatiques, qui se déroulent : création du comité femmes en colère, visites hebdomadaires d'information à Dornach, manifestations locales, etc. Tout cela a été rendu possible grâce à l'ouverture de l'uZine3, lieu d'échange et de solidarité en faveur des ouvriers de la Boillat qui offre un lieu de rencontre pour tous et toutes : personnes licenciées et personnes en emploi, familles, amies et amis.

• Parmi les activités en cours, il faut notamment signaler la pétition Boillat 2006 qui demande à l'Etat de Berne d'exercer un droit de préemption sur les actions de Swissmetal, c-à-d de racheter les actions jusqu'à concurrence de la valeur de la Boillat et de créer une société d'utilité publique et sociale. En outre la pétition demande aux autorités des cantons d'impulser une initiative parlementaire fédérale visant à introduire la possibilité aux organes politiques d'intervenir sur la scène économique dans des cas de démantèlement d'entreprise.

**Cette pétition peut être signée à l'adresse http://berne.laboillat.ch.** Et comme il est prévu de déposer les signatures le 1er mai, n'attendez pas pour signer !

# >>>Pas de cadeaux fiscaux : sondage interne d'attac suisse >>>

Le mois dernier, nous demandions par le biais d'un mini-sondage à nos membres de s'exprimer sur la possibilité pour attac de lancer un référendum contre la réforme de l'imposition des entreprises.

Vous avez été quelques dizaines à répondre et à nous envoyer vos encouragements ou vos critiques. Merci à toutes celles et ceux qui en ont pris la peine !

Si toutefois, vous vouliez encore prendre part à ce sondage, vous pouvez toujours répondre aux questions suivantes, **par e-mail (suisse@attac.org) ou par courrier postal (attac suisse, Rue des Savoises 15, 1205 Genève).**

☐ Je trouve nécessaire qu'attac lance le référendum contre la réforme de l'imposition des entreprises et prenne pour cela contact avec d'autres organisations (syndicats, ONGs, partis, etc.)

☐ Je ne pense pas utile de lancer un tel référendum

☐ Je suis personnellement prêt-e à m'engager activement dans une campagne référendaire (diffusion de matériel de campagne, récolte de signatures, etc.).

Nom, prénom: ______________________

Adresse : ______________________

Email: ______________________

# >>>AGENDA>>>

## >Valais>

### MERCREDI 3 MAI :

Soupe d'attac, Totem (Rue de Loèche 23), Sion
19h : Film
21h : Souper commun. Entrée libre.
**"Mémoire d'un saccage" de Fernando Solenas (2003) :**
Pour comprendre le désastre argentin, ce documentaire livre avec force les témoignages de spécialistes expliquant comment des gouvernements élus par le peuple ont participé à la chute de l'un des pays les plus riches du monde dans les 20 dernières années.

### MERCREDI 17 MAI, 19H

Réunion du comité, Totem. Ouverte à tous et toutes.

### MERCREDI 7 JUIN, 19H

Soupe d'attac, Totem (Rue de Loèche 23), Sion

## >Jura>

### VENDREDI 19 MAI, 19H

Restaurant Suisse, Delémont: Assemblée générale

## >Neuchâtel>

### MARDI 30 MAI, 20H

Neuchâtel, à la Brasserie du Jura (1er étage)
Assemblée générale

# >>>IMPRESSUM>>>


Edité par Attac Suisse, paraît au moins 9x par année
Destiné aux membres et aux abonnés.
Impression et mise en page : Deltagraph Bienne
Tirage 2'200 exemplaires

### ABONNEMENT (POUR NON-MEMBRES)

Veuillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, rue des Savoises 15, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse.

### ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

Gérard Scheller, Raphaël Raccuia, André Babey, Florence Proton, Ounsi El Daïf, Michel Pellaton, Alessandro Vinciarelli, Cathy Berthouzoz, Alessandro Pelizzari, Virginie Laurella, Augustin Baas.

### PROCHAINE PARUTION FIN MAI


# >>>Réponse aux courriers de lecteurs concernant le rapport de Caracas >>>

*Deux réactions au retour du Forum Social Mondial de Caracas ont été publiées dans le dernier Angles d'attac (disponible sur internet). Si les deux lettres diffèrent par le ton, elles convergent cependant dans les critiques adressées à l'auteur de l'article.*

1. La critique de la vision chaviste d'une intégration continentale, basée sur la richesse pétrolière du Venezuela, ferait l'impasse sur les objectifs de « l'intégration essentiellement sociale » proposée par l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA). Or, on peut tout à fait être admiratif du processus d'échanges solidaires entamé par Chavez en matière d'éducation ou de santé, et en même temps jeter un regard critique sur ses projets d'intégration énergétique pour le continent. Basés sur la construction d'oléoducs et de canaux géants, de nouveaux forages pétroliers et d'autres grandes infrastructures, ces projets se réalisent avec l'aide d'une cohorte de multinationales en zones écologiquement et socialement sensibles. Par ailleurs, cela ne suscite pas uniquement les critiques « des Européens et Nord-américains capitalistes », mais bien surtout celles des mouvements écologistes et des populations vénézuéliennes, victimes depuis la colonisation du pillage des richesses minières sur leurs terres.

2. Qualifier Chavez de « paternaliste » serait rester aveugle face aux avancées sociales pour la population en termes d'accès à la santé, à la justice, à la culture, etc. Là aussi, on peut très bien être partisan du processus révolutionnaire bolivarien, et en même temps être attentif aux risques de bureaucratisation et de clientélisme qui l'accompagnent. Encore une fois, ce sont moins des « critiques faciles, depuis ici » que l'écho des débats qui ont lieu au Venezuela au sein même des mouvements solidaires de Chavez, notamment dans le principal syndicat du pays (UNT), où des courants importants luttent pour le contrôle démocratique de l'économie et de l'Etat (voir p.ex. www.nuestraamerica.info/leer.hlvs/4672).

3. Finalement, c'est la parenthèse qui parle de « l'échec du socialisme du siècle dernier (y compris celui de l'expérience cubaine) » qui a suscité les plus vives réactions. J'en conviens, mise dans la bouche de Chavez, cette phrase prête à confusion, et le bilan historique de l'expérience cubaine est une affaire trop sérieuse pour être traitée avec une boutade. Cette phrase voulait simplement refléter la posture qui a guidé l'article entier : s'il est évident qu'une expérience comme la révolution bolivarienne mérite tout l'intérêt et la solidarité qu'un mouvement comme attac peut lui accorder depuis la Suisse, nous nous devons simultanément de mener le débat sur les contradictions qu'il peut engendrer. Car, en paraphrasant Rosa Luxemburg – socialiste européenne n'en déplaise à certains –, le « socialisme du XXI siècle » sera démocratique, où il ne sera pas.

A.P.

---

### > COURRIER DES LECTEURS/LECTRICES >

Réagissez, participez, n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions à :
Courrier de l'Angles d'ATTAC, abs d'attac vaud, cp 5105, 1002 Lausanne ou par mail: angles-ch@attac.org.
On peut consulter les articles ou télécharger ce numéro en ligne sur www.suisse.attac.org , rubrique Angles d'ATTAC, colonne de droite.

# >>> Accords NAMA ou comment installer le chômage comme UNIQUE perspective d'avenir >>>

**Tout le monde en parle, l'accord NAMA ou « accès au marché des produits non agricoles » (un des accords constituant l'OMC, au même titre que l'AGCS ou l'accord sur l'agriculture) est au cœur des négociations à l'OMC de la mi-avril à la mi-mai.**

**L'artisan de la mondialisation, Pascal Lamy, l'a annoncé : il ne s'arrêtera que lorsque des avancées concrètes seront atteintes, et que l'accès au marché pour les produits industriels sera suffisant.**

Une nouvelle fois, la fracture entre les deux positions semble irréconciliable : d'une part, les chantres du néolibéralisme qui souhaitent arriver à de bons résultats dans les négociations, et estiment que cela favorisera le commerce et la prospérité, de l'autre la société civile et un grand nombre de pays du sud qui dénoncent les effets pervers et extrêmement néfastes de ces accords.

Chercheuse à l'*Institute for agriculture and trade policy* (IATP), Carin Smaller est formelle sur ce point : ce sont les pires accords qui aient jamais été négociés à l'OMC. Leur aboutissement signifiera non seulement une vague de désindustrialisation sans précédent, mais aussi l'amputation de toute possibilité d'un développement futur pour les pays faiblement industrialisés. Cela revient à condamner ces pays à rester de simples fournisseurs de matières premières, sans jamais pouvoir accéder au développement industriel.

*Le mécanisme des négociations NAMA*

Les négociations NAMA ont pour but d'augmenter l'accès aux marchés des produits industriels d'exportation. Ce qui signifie baisser les tarifs et protections douanières. De tous temps, les pays ont protégé leur production industrielle à travers différents systèmes de taxes ou de quotas, tant que leurs produits n'étaient pas compétitifs sur le marché mondial, afin de ne pas être envahi par des produits étrangers plus compétitifs et donc moins chers. Tous les pays à haut degré de développement industriel, sans exception, ont utilisé ce type de protections avant d'atteindre le stade de pays industrialisés.

Progressivement, mais uniquement depuis qu'ils ont acquis une certaine compétitivité, ces mêmes pays ont commencé à baisser leurs protections douanières. Actuellement, soutenus et encouragés par leurs multinationales (qui cherchent à écouler leurs productions sur les marchés mondiaux) ces mêmes pays autrefois protectionnistes, poussent, de manière très agressive, à la baisse les protections douanières des pays industriellement plus faibles. La Suisse, soutenue par la Fédération des entreprises suisses *Economiesuisse*, défend également une position ouvertement agressive dans ces négociations en réclamant une réduction drastique des barrières douanières sur les produits manufacturés, pour s'assurer de nouveaux débouchés pour ses produits industriels.

Les conséquences d'un tel mécanisme sont déjà visibles : depuis la création de l'OMC, une vague de désindustrialisation sans précédent a frappé non seulement les pays en voie de développement, mais également les pays développés, causant du chômage et sinistrant de nombreuses industries naissantes, incapables de résister à la concurrence. La part des emplois précaires est croissante et un nombre toujours plus important de personnes est projeté dans une économie informelle, non-régulée et dénuée de toute protection sociale.
Lors du sommet de Cancun en 2003, une coalition de pays du Sud avait fait échouer les négociations. Depuis, bien de l'eau a coulé sous les ponts. Ainsi, lors du sommet de Hong Kong en décembre dernier, l'Inde et le Brésil, défendant les intérêt d'une élite industrielle nationale minoritaire, ont rejoint le camp des pays industrialisés, permettant ainsi des avancées importantes vers une conclusion du Cycle de négociations entamé à Doha (2001). L'ancien clivage pays du Nord contre pays du Sud ne fonctionne plus, et les alliés de jadis des pays les plus faibles négocient maintenant dans la cours des grands. Il n'est donc plus pensable de compter sur une alliance de pays du Sud pour bloquer les négociations. La solution aujourd'hui est de créer un réel rapport de force entre syndicats internationaux et nationaux et mouvements sociaux d'un côté, et gouvernements de l'autre, afin que ces derniers cessent de négocier des accords ne profitant qu'à une petite minorité de la population mondiale. Mais pour cela, il faudrait que les syndicats se décident à réellement se pencher sur la problématique de l'OMC, et à considérer l'impact en terme de démantèlement social que représentent ces négociations.

**Il est urgent d'empêcher ces accords qui signent l'arrêt de mort d'industries naissantes, et maintiendront de nombreux pays dans un état de sous-développement industriel et dans un rôle de fournisseur de matière première.**

**Il est urgent de dénoncer ces négociations qui engendrent la désindustrialisation et le chômage comme unique perspective**

*Durant le mois de mai, diverses actions et mobilisations, dont une manifestation unitaire le 15 mai, sont prévues à Genève.*



# >>> Les droits des personnes s'arrêtent là où commence la liberté d'entreprise... >>>

**La 3ème Université d'Eté d'Attac Suisse se tiendra du 1er au 3 septembre 2006 à Bienne.**

**Ci-dessous un texte introductif au thème et aux différentes sessions prévues.**

En 2002, l'Union Européenne interrogeait environ 6000 entrepreneur-euse-s afin de comprendre quels étaient les obstacles les plus importants à la création d'un marché interne des services. Le document (référencé COM 2002 441), regroupe et systématise les problèmes identifiés. Il en ressort que l'obligation faite à un entrepreneur de respecter les lois des pays dans lesquels il a l'intention de s'établir, ainsi que l'existence de moyens coercitifs, tels que des sanctions administratives ou pénales en cas de non respect, est perçue comme une discrimination et des obstacles au commerce.

Cette vision est partagée par Laurence Parisot, présidente du MEDEF, l'organisation du patronat français, qui, peu après avoir été nommée à la présidence déclarait : « La liberté de pensée s'arrête là où commence le Code du travail ».

Les politicien-ne-s ne peuvent se permettre un tel franc-parler, aussi cachent-ils et elles de telles idées derrière des mots plus politiquement correct comme « la compétitivité » ou « l'adaptation au marché ». Pourtant, c'est à travers les politiques néolibérales que sont mis en place les cadres permettant aux entreprises de profiter de meilleures conditions. Main d'oeuvre flexibilisée, lois du travail assouplies, sécurité sociale diminuée, fiscalité allégée, autant de décisions politiques prises pour satisfaire les exigences de la « compétitivité ». En France et en Allemagne, la réforme du marché du travail a été directement confiée aux directeurs du personnel de Renault et de Volkswagen, et dans nombre de pays européens, dont la Suisse, l'aide sociale aux chômeur-euse-s est conditionnée à leur disponibilité à accepter n'importe quelle place de travail, et à n'importe quelles conditions.

Les réactions devant une telle offensive ne manquent pas : pour les seuls 4 premiers mois de 2006, on a pu assister à d'imposantes mobilisations contre la directive Bolkestein ou, en France, contre le Contrat Première Embauche (CPE). Cependant la menace contre nos droits se fait de plus en plus ciblée et complexe. Les politiques, dans des domaines cruciaux pour la vie comme l'éducation, la santé, la protection de l'environnement, la fiscalité ou la sécurité, s'apparentent à une véritable « mise au pas des individus ».

Afin de mieux comprendre et lutter contre ces menaces, nous proposons les six sessions suivantes :

1. **Migration et immigration.**
Selon un document du Conseil Fédéral, la "Suisse souhaite orienter l'immigration selon ses intérêts économiques" à travers les accords de libre-circulation. Les migrant-e-s sont ainsi mis sur le même plan que des marchandises : censé-e-s engendrer du profit et jeté-e-s dès qu'elles et ils ne correspondent plus à la demande. D'autre part, elles et ils sont utilisé-e-s comme moyen de pression sur le salariat « indigène » qui est en concurrence avec un salariat souvent sous-payé et sous-protégé. Le durcissement des lois sur les étrangers-ères et sur l'asile rendra ce mécanisme encore plus virulent et cette frange de la population encore plus précaire et corvéable à merci.

2. **Chômage/pauvreté/précarité.**
Sous couvert de flexibilité, on a créé des conditions de travail visant à réduire les droits des salarié-e-s face à leurs employeur-euse-s. La destructuration des rapports entre travailleur-euse-s et employeur-se-s est un encouragement à une conduite socialement irresponsable, que ce soit à travers des licenciements sans autre raison que la satisfaction de l'actionnariat, ou la réduction des normes de sécurité. D'autre part, la précarité du travail détruit la solidarité entre individus, ce qui augmente leur docilité et évite toute forme de résistance.

3. **Fiscalité.**
Il y a cinquante ans, la contribution des entreprises à la masse fiscale des Etats-Unis était de 50%, l'autre moitié venant des individus. Aujourd'hui, les entreprises ne contribuent plus qu'à 30% et cela alors même que leur richesse a considérablement augmenté, contrairement aux ménages qui ont vu leur fortune et leur pouvoir d'achat décroître. Les gouvernements ne se limitent pas à concéder des réductions ou des exonérations fiscales aux entreprises, ils utilisent en plus le prétexte de la politique des caisses vides pour réduire toutes les dépenses sociales. Sans accès aux services publics garantis par l'Etat et financés par les impôts, nos droits seront vidés de sens. Toutes les menaces contre la justice fiscale sont donc des menaces contre la justice sociale.

4. **Répression.**
Quand on parle de répression, on pense immédiatement "interventions musclées de la police". Pourtant une autre forme de répression, plus subtile, consiste à la création de lois ou de mesures décourageant toute forme de contestation civile ou démocratique. La loi sur le délit d'émeute, par exemple, selon laquelle la simple présence sur des lieux où sont commis des actes de violence est punissable, montre bien cette nouvelle tendance à la « législation préventive ». Ces mesures engendrent une surveillance de plus en plus accrue de la population : caméras de surveillance, passeports et vérifications biométriques font déjà partie du quotidien des etatsunien-ne-s, et sont de plus en plus courants également en Europe.

5. **Education et média.**
L'éducation et les medias ont un effet déterminant sur notre vision du monde. La concentration de la production culturelle entre les mains de quelques géants issus de grandes fusions (comme AOL et Time Warner) a engendré une restriction de la diversité des idées et donc une censure de fait. La privatisation de l'éducation, avec pour corollaire une baisse de la qualité de l'instruction pour le scouches les plus défavorisées de la population, rend ces dernières encore plus vulnérables au matraquage médiatique.

6. **Santé et environnement.**
"Il n'est de richesse que d'hommes" écrivait déjà Jean Bodin en 1577. Aujourd'hui pourtant, on considère la santé plutôt sous l'aspect des coûts qu'elle engendre plutôt que comme une richesse. Cette façon d'envisager la vie humaine est évidente dans deux domaines très liés : la santé et l'écologie. A la pression pour la privatisation de la santé, qui risquerait de priver une partie de la population de soins élémentaires, s'ajoute une destruction impunie de l'environnement qui non seulement augmente les risques de maladie, mais surtout diminue la qualité de vie des populations urbaines et engendre une nouvelle forme de discrimination entre les personnes vivant dans un environnement sain et les autres.

*Attention, ce programme est provisoire il peut encore subir de légers changements.*

*Informations et inscription : bienne@attac.org ou par courrier postal à attac bienne, Case postale 4314, 2500 Bienne 4*